

Sur la démission du CEMA Pierre de VILLIERS

écrit par Laurent Dewoillemont | 24 juillet 2017

Voici donc un président qui avait commencé très fort. Sa première visite ce n'est pas d'aller tenir la main d'un trafiquant de drogue, délateur à ses heures, qui s'est fait sodomiser par ses potes avec un tube en verre, et s'est rebellé contre la police, comme tout jeune qui a un peu d' « honneur ». Non.

Il va au chevet des blessés de guerre, il va tenir compagnie à des hommes qui aujourd'hui, demain et pour longtemps souffriront dans leur chair, pour avoir obéi aux ordres de leur chef, le Président de la République. Bravo ! Respects ! On change de registre.

Ensuite, c'est une lune de miel parfaite il assume son rôle de chef des armées. Qu'il ait de l'expérience ou pas, on s'en fout, qu'il n'ait pas fait son service ce n'est pas de son fait, mais celui de Chirac.

Et puis, il y a la prise de position du CEMA en commission parlementaire : « Je ne me ferais pas baisé par Bercy ». Certes, c'est un peu une parole verbale, car Bercy a bien pris l'habitude de traiter les autres ministères à sa guise, celui des Armées ou de la Défense de la même manière. Mais tout de même le CEMA se rebiffe, et il a raison. Ce sont les Armées de la France dont il s'agit !

De fait, un gel budgétaire c'est un viol de la constitution et du peuple « souverain ». Car le budget des Armées est voté par les députés ; c'est donc intouchable d'après la Constitution. En fait, pas du tout. Il suffit qu'un très haut fonctionnaire de Bercy en décide autrement et, hop, « gel ». Pour certaines prestations sexuelles, cela facilite la manœuvre.

Immédiatement, le Président de la République (PR) a réagi pour

ce qu'il est, un haut fonctionnaire de Bercy. Ce fut de sa part un reflexe de caste ; on ne se rebelle pas contre un inspecteur des finances. Point barre. On se fait baiser et on trouve que c'est bien. Fermez le ban.

A quoi sert le Ministre de la Défense (MINDEF) et le Premier Ministre (PM) ? Le MINDEF soit se battre pour défendre son budget, et le PM doit arbitrer. Le PR a dit sur TF1 que c'était au MINDEF de défendre son budget. Si elle n'a pas fait son job, c'est elle qui doit être virée !

Que le PR ait perdu autant en deux remarques humiliantes sur le CEMA est très dommageable, pour lui, en premier lieu. Et pour le CEMA, qui s'est fait insulter et n'a pas reçu d'excuses. Le CEMA a été applaudi à tout rompre par ses états-majors, à son départ du ministère. Mais aussi par les hommes, sur le terrain, mais encore par les industriels.

La conséquence est que le nouveau CEMA LECOINTRE est indéboulonnable car le PR ne pourra se permettre une nouvelle crise.

Il y aussi un gagnant dans cette affaire c'est Bercy : par ses manœuvres minables, il a eu la peau du CEMA. Du coup, le PR a été obligé, de défendre lui-même, le budget des armées, comme s'il était lui, le CEMA... Et donc, l'Armée aura un budget sanctuarisé. Retour à la case départ.

Le seul vrai perdant, c'est le PR, car il s'est comporté en haut fonctionnaire de Bercy d'abord, puis du MINDEF ensuite. On est passé, « En Marchant » au pas, du militant PS adepte des motions de synthèses, au haut fonctionnaire réversible et têtue, « en même temps ».